

Votre vision pour l'Europe

En mai 2019 nous élirons un nouveau Parlement Européen. Nous voulons nous assurer que les voix des organisations de la société civile engagées dans le secteur social dans toute l'UE soient écoutées. Qu'elles soient entendues par ceux qui vont nous représenter et modeler les politiques qui vont toucher les vies des citoyens de l'UE pendant les 5 prochaines années. Partagez avec nous vos idées sur l'Europe dans laquelle vous voudriez vivre, pour que nos messages et nos actions portent sur ce qui compte vraiment pour vous dans le cadre des élections 2019 et durant le quinquennat qui suivra.

Merci de dédier quelques minutes de votre temps à remplir ce questionnaire qui comporte deux parties. La première partie (7 questions) se concentre sur votre vision pour l'Europe. La deuxième (13 questions) concerne votre organisation.

*Obligatoire



socialplatform

1. En bref, qu'elle est votre vision de l'Europe? Complétez la phrase comme bon vous semble : Pour moi, l'Europe, c'est... *

...un beau projet, en chantier permanent, qui peine actuellement à trouver un nouveau souffle du fait des excès d'individualisme et de repli sur soi. Malheureusement, ces travers découlent sans doute de la méthode utilisée, en gros, depuis le Traité de Maastricht : la méthode intergouvernementale a – peut-être - permis de mieux rencontrer les intérêts des Etats membres. Cela ne s'est-il pas fait au détriment de l'aspect communautaire ?

C'est aussi un espace dans lequel la liberté de circulation, un des principes fondateurs de l'Union, doit être la plus totale et la plus concrète possible. Cela passe, inévitablement, par le développement de standards de mobilité et d'accessibilité élevés, de sorte qu'une personne puisse vivre pleinement dans chaque Etat membre. Au niveau de l'opérationnalisation, cela renvoie au concept de « Universal Design » contenu dans la Convention des Nations Unie sur les Droits des personnes handicapées (CRPD) que l'Union européenne a ratifiée.

2. A votre avis, qu'est-ce qui fonctionne bien dans l'UE ? Merci de donner un ou plusieurs exemples concrets. *

- Les processus d'évaluation et de contrôle tels que le "Semestre européen". Attention, cependant : l'évaluation faite par l'Europe ne signifie pas que les actions prises par les Etats membres sont de bonnes options : les Etats membres gardent leur autonomie au niveau des solutions mises en œuvre. A titre d'exemple, quand l'Europe dit à la Belgique qu'elle a un problème en terme de compétitivité, elle ne dit pas qu'il faut supprimer la liaison automatique des salaires à l'index. Ce sont des milieux intéressés au niveau belge qui établissent cette conclusion. Il est possible – ou il doit être possible - d'agir sur d'autres variables. Mais pour cela il faut sortir de la "pensée unique" qui semble désormais bien installée.

- Les processus de plaintes contre les entités qui contreviennent à la réglementation européenne. Si l'on pouvait disposer de tels moyens de coercition dans le domaine social, il serait possible de réaliser de gros progrès en termes d'égalité des droits et de justice sociale.

3. Selon vous, qu'est-ce que l'UE pourrait améliorer/changer pour mieux soutenir les objectifs de votre organisation ? Merci de donner un ou plusieurs exemples concrets. *

Pour les personnes handicapées, comme pour tous les citoyens, il serait nécessaire d'atteindre un premier seuil d'intégration sociale pour pouvoir faire de l'Europe un cadre d'action cohérent. Il est clair que l'« économique » ne peut se développer indépendamment du "social".

Malheureusement, le "social" n'est pas une prérogative de l'Union européenne. Après l'élargissement (et le rétrécissement annoncé suite au Brexit), il est donc important de progresser dans le sens de l'approfondissement de l'Union. Approfondissement s'entendant, en l'occurrence, dans le sens de développement d'une union sociale pour compléter l'union économique.

Au niveau des modalités pratiques d'intégration des matières « sociales », il est essentiel que toute forme de convergence doit se faire vers le niveau le plus élevé en matière de droits sociaux. En aucun cas cela ne peut se faire pas sous forme d'un « nivellement par le bas ».

4. Au niveau européen, voudriez-vous un degré de coordination supérieur, identique ou inférieur à celui que l'on a aujourd'hui dans les domaines suivants? *

Plus de coordination dans l'UE	Le meme niveau de coordination dans l'UE	Mains de coordination dans l'UE
-----------------------------------	--	---------------------------------------

Votre vision pour l'Europe
des services publics
et sociaux de
qualite, abordables
et accessibles (ex:
education, sante,
logement)



0

0

Inegalites socio-
economiques et
redistribution de la
richesse (ex : lutte
contre l'evasion et la
fraude fiscale)



0

0

Dialogue avec les
organisations de la
societe civile



0

0

Protection et
assistance sociales
efficaces et
inclusives



0

0

Egalite et non-
discrimination dans
taus les domaines
de la vie



0

0

Conditions de travail
decent et emploi de
qualite



0

0

migration (ex:
emploi,integration,
acces aux services
sociaux, procedures
d'asile)



0

0

5. Imaginez que les dirigeants de l'UE soient à votre écoute, quels seraient les 3 vœux que vous leurs demanderiez d'exaucer en priorité? *

- ☐ Une Croissance économique durable et inclusive
- ☐ La Fin de la pauvreté en Europe
- ☐ La Création de plus de postes de travail de qualité
- ☐ Plus de démocratie et de participation civique aux niveaux national et européen
- ☐ Plus de fonds européens pour l'inclusion sociale, l'emploi et l'éducation
- ☐ Une Solidarité des pays européens dans la coopération sur l'immigration
- ☒ X L'accès de chaque européen à la protection sociale
- ☐ La protection dans L'UE de la santé humaine des intoxications alimentaires, de la pollution de l'environnement et des risques chimiques
- ☒ X La protection assurée par l'UE des droits humains et de l'égalité des chances
- ☒ X La protection totale de l'environnement, la lutte contre le changement climatique et la promotion de la production et de la consommation durable
- ☐ Autre :

6. Quelles seraient vos trois revendications principales à adresser aux candidats au Parlement européen? *

En choisir 3 parmi les 9 suivantes, basées sur le contenu du mémorandum BDF-CSNPH) de 2014 (ordre aléatoire).

Proposition 1 : La question des revenus de chaque

personne, quelle que soit sa situation, doit être examinée de façon globale, en fonction du coût de la vie observé dans l'Etat membre dans lequel il vit. La personne doit disposer d'un revenu suffisant pour subvenir à ses besoins. Ses revenus ne peuvent être cumulés avec ceux d'autres membres de son ménage.

Proposition 2 : Les mesures nécessaires doivent être prises pour que les familles soient soutenues pour permettre l'accueil optimal d'un membre de la famille handicapé, en fonction des besoin et attente de l'intéressé.

Proposition 3 : L'offre médicale doit être répartie équitablement sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne. L'offre de soins de santé doit répondre aux principes de l'accessibilité universelle et proposer un accueil spécifique de qualité pour toutes les situations de handicap.

Proposition 4 : Une réponse doit être apportée d'urgence au manque de places d'accueil pour les jeunes et les adultes de grande dépendance qui ont des besoins d'accompagnement importants et multiples

Proposition 5 : Une politique d'accessibilité et de mobilité volontariste doit être mise en œuvre dans l'ensemble des Etats membres de manière à garantir une réelle libre circulation au sein de l'Union

Proposition 6 : Les outils nécessaires doivent être mis en place pour permettre à chaque personne, y compris les personnes handicapées, d'accéder à l'information, de former sa propre opinion et de l'exprimer. A ce titre, rendre entièrement accessible, pour chaque citoyen, l'ensemble du processus électoral est une nécessité

Proposition 7 : Les mesures nécessaires doivent être prises pour faire évoluer l'enseignement dans son ensemble dans le sens d'une meilleure inclusion de chacun, en tenant compte de ses besoins, de ses attentes et de sa liberté de choix.

Proposition 8 : Les mesures nécessaire doivent être prises pour développer une réelle politique d'intégration professionnelle de tous les citoyens. Cette politique doit intégrer les processus d'accompagnement et de développement des capacités nécessaires. Elle doit prévoir des mécanismes d'objectivation des processus de sélection.

Proposition 9 : La consultation et la participation des personnes concernées doit être garantie et organisée

tout au long de chaque processus de décision. Elles doivent être soutenues par la mise à disposition d'analyses d'impact réalisées de manière indépendante des lobbies industriels.

Voir memorandum 2014

*

Votre réponse

7. Qu'est-ce que vous changeriez dans l'UE, si vous en aviez le pouvoir? *

Nous libèrerions la pensée de manière à sortir de l'ornière dans laquelle nous coince la pensée unique orientée vers le couple « croissance – austérité » dont la résultante est le repli sur soi qui est l'opposé de l'idéal européen.

(Remarque : pour notre réponse à la question 4, nous sommes parti du postulat positif selon lequel on s'inscrit dans la logique d'une convergence vers le niveau le plus élevé de droits sociaux, tel qu'explicité dans le 3^{ème} alinea de notre réponse à la question 3).

SUIVANT